

Appliquer une pédagogie non sexiste se fonde sur la notion de pédagogie de la diversité, une pédagogie non plus centrée sur un individu neutre, mais sur des individus membres de groupes sociaux, ethniques, religieux et de sexe. En ce qui concerne ce dernier point, la question qui se pose est alors celle-ci : dans une pédagogie de la diversité, faut-il imposer aux enseignants une formation sur les questions du genre ? Les réticences sont évidemment nombreuses dans la profession, dont une large part considère l'égalité des sexes comme un problème réglé. En outre, la majorité des enseignants se refusent à tenir compte, dans leur pratique, des différences de genre, par crainte d'apparaître sexistes. Et avec quelque raison : le danger existe en effet de retomber dans une logique stéréotypée en voulant identifier d'abord, et prendre en compte ensuite les différences (modes d'apprentissage, comportements) entre les deux sexes.

Une brochure publiée par deux chercheuses bâloises (Baur & Marti, 2000) s'est donnée pour tâche d'élaborer les bases d'un enseignement non sexiste, identifiant au préalable les modes d'être des femmes et des hommes adultes en situation de formation continue. Par exemple, les femmes discutent de manière plus

émotionnelle que les hommes ou elles préparent plus leurs interventions. Les hommes quant à eux sont plus sûrs d'eux, sont de meilleurs orateurs et tiennent souvent des monologues. Les auteurs précisent bien qu'il ne s'agit pas là d'attitudes liées au sexe biologique mais qu'elles remontent à la division traditionnelle du travail entre les genres établie au XIX<sup>e</sup> siècle, et que ces attitudes participent du *doing gender*. Rappelons que la théorie du *doing gender* (West & Zimmerman, 2009) établit la catégorie du genre comme mise en acte : « Plutôt que comme une propriété des personnes, nous concevons le genre comme un trait émergent des situations sociales : [...] le genre d'un individu n'est pas seulement une dimension de ce qu'il est ; il est, plus fondamentalement, quelque chose que l'on fait, et que l'on *fait* de manière répétée, en interagissant avec autrui. » Malgré les précautions des auteurs de la brochure sur un enseignement non sexiste pour éviter de tomber dans le « tout inné », on peut quand même craindre que, sans une claire conscience des théories du genre, ce type de manuel risque de conforter les stéréotypes de sexe plutôt que de les affaiblir. Nous sommes ici dans le domaine de l'éducation des adultes, mais la question fondamentale reste la même pour le champ scolaire : comment « tenir compte » des différences de genre sans les renforcer ? Comme le souligne la pédagogue allemande Doris Lemmermöhle, lorsqu'il s'agit de démanteler les stéréotypes de sexe et les inégalités, les enseignants se trouvent face à des exigences contradictoires : ils doivent en même temps thématiser les rapports de sexe et ne pas les exacerber ; ils doivent tenir compte de l'appartenance de sexe des élèves sans les y réduire ; ils doivent mettre au jour les règles et les mécanismes de production des différences et des hiérarchies de sexe, au risque de les produire eux-mêmes ; ils doivent contribuer à la compréhension des rapports de sexe, tout en étant eux-mêmes imbriqués dans l'ordre symbolique des sexes !

Comme nous l'avons évoqué plus haut, la formation du corps enseignant en matière de genre est plus que lacunaire. Il n'y a pas, en Suisse, de véritable politique de l'égalité dans le champ scolaire. Les germanophones, de leur côté, bénéficient de plusieurs guides pour s'autoformer dans ce domaine. Mais en territoire francophone, c'est la disette. En France, la Convention interministérielle pour l'égalité des chances entre les filles et les garçons, reconduite en 2006 et valable jusqu'en 2011 (Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement *et al.*, 2006), prévoit trois axes :

- améliorer l'orientation scolaire et professionnelle des filles et des garçons pour une meilleure insertion dans l'emploi ;
- assurer auprès des jeunes une éducation à l'égalité entre les sexes ;
- intégrer l'égalité entre les sexes dans les pratiques professionnelles et pédagogiques des acteurs et actrices du système éducatif.

C'est évidemment ce troisième point qui nous intéresse ici et il n'est pas surprenant d'apprendre que c'est celui qui a été le moins mis en œuvre jusqu'à présent. Il existe bien quelques modules dits de « sensibilisation » mais ils sont facultatifs, de courte durée (trois à six heures), le plus souvent offerts dans le cadre de la formation continue. Leur mise en œuvre repose en général sur la volonté d'acteurs très motivés. Sans doute la résistance du corps enseignant y est-elle pour beaucoup. C'est pourtant à notre sens en reconnaissant les différences qu'on peut produire de l'égalité, non en les niant. Le danger est évidemment, comme nous l'évoquions plus haut, que cette reconnaissance de la différence renforce les stéréotypes plutôt qu'elle ne les affaiblisse, que cette prise en compte du genre se traduise par une pratique du *doing gender* telle que décrite par West et Zimmermann (2009).

Pour éviter ce piège, une véritable formation des enseignants doit être mise sur pied, qui leur donnerait une « compétence de genre » entendue comme suit :

La compétence de genre englobe le savoir relatif aux rapports sociaux de sexe et à leurs causes ainsi que la capacité d'appliquer ce savoir dans la vie quotidienne [...]. Utiliser la compétence de genre vise à argumenter au niveau individuel comme au niveau social le débat autour de la construction du genre et des inégalités qui s'ensuivent. La compétence de genre est un élément fondamental de l'égalité entre femmes et hommes. » (Liebig *et al.*, 2009) Une telle formation pourrait comprendre deux volets : l'un théorique, l'autre pratique. Le volet théorique permettrait d'acquérir un savoir sur la différence entre sexe et genre, et surtout sur le genre comme catégorie sociale, comme ordre symbolique et comme système de hiérarchisation. Ce volet devrait également donner aux enseignants quelques notions de l'histoire de l'éducation des filles, une éducation à la fois limitée, cachée, morale, tardive et empêchée. La partie pratique, quant à elle, permettrait de prendre conscience de ses propres stéréotypes et comportements avec les élèves, par exemple grâce à des enregistrements vidéo. Un programme de formation dans ce sens nous semble être la seule solution pour éviter que les enseignants continuent de perpétuer et de renforcer les stéréotypes de sexe dans une totale innocence, dans une totale inconscience et en toute impunité malgré les déclarations fracassantes que l'on peut entendre au sujet de la politique de l'égalité.

Mais un tel programme bute sur des obstacles institutionnels (manque de volonté politique, manque de moyens), culturels (absence de culture de l'égalité à l'école) et surtout humains car s'il est difficile de sensibiliser les enseignants à cette question, il apparaît plus difficile encore de sensibiliser les jeunes enseignantes en formation qui considèrent la question, d'une part comme dépassée (le « féminisme », c'est l'histoire de leurs mères, voire de leurs grands-mères) et d'autre part comme inutile (tout est déjà acquis). C'est en tout cas ce que montre l'analyse d'un module de sensibilisation à une pédagogie de l'égalité des filles et des garçons à l'école, destiné aux futures enseignantes du préscolaire en Belgique. Questionnées sur leur vécu des discriminations à l'école ou dans la famille, les étudiantes restaient majoritairement silencieuses. Tout au plus étaient-elles capables d'évoquer des différences entre les sexes, sans pouvoir les mettre en rapport avec des inégalités : « Questionnées sur les inégalités dans leur vie quotidienne, les étudiantes n'étaient pas plus prolixes. Ici aussi les traitements discriminatoires sont peu perçus et quand ils le sont, ils sont minimisés (être insultée dans la rue, ce n'est pas vraiment grave) ou, comme dans le cas des sorties le soir ou de la pratique du

sport (les deux exemples les plus fréquemment cités), les étudiantes ont tendance à les trouver légitimes pour des raisons qui se réduisent en gros à la faiblesse physique des femmes. » (Plateau, 2007) Les formatrices ont encore constaté chez les étudiantes un mauvais rapport à la théorie. Par exemple, en lisant des extraits de *La domination masculine* de Bourdieu, elles disaient n'avoir rien appris.

Faut-il tirer de ce sombre constat la conclusion que ces formations ne servent à rien tant la problématique de l'égalité a disparu de l'horizon des jeunes d'aujourd'hui ? Pas tout à fait. L'évaluation du module a montré que les étudiantes avaient appris à mesurer l'ampleur des inégalités de sexe, même si la prise de conscience de leurs propres stéréotypes restait encore très aléatoire. C'est donc sur quatre terrains qu'il faut travailler : prise de conscience à la fois des stéréotypes sexuels véhiculés par l'école et la société, des inégalités, de ses propres stéréotypes et des inégalités dont on est soi-même l'objet.



Chaponnière Martine (2010). La mixité, une évidence trompeuse ? In Duru-Bellat Marie et Marin Brigitte (dir). La mixité scolaire, une thématique (encore) d'actualité ? *Revue Française de Pédagogie*, 171, 69-75.